

LE JOUR
8 Septembre 1951

POLITIQUE INTERIEURE : LE DESORDRE N'EST PAS UN MOYEN DE GOUVERNEMENT

Le Gouvernement est sollicité de faire son devoir dans l'affaire des manifestations armées d'il y a deux semaines. Il est pressé de faire aboutir une enquête et de prendre les sanctions qui conviennent.

Questionné, sur ce point, à cause d'un précédent retentissant, M. le Ministre des Affaires étrangères a dit que, sur le plan du Gouvernement, il faisait pleinement confiance à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et à M. le Ministre de la Justice ; avec l'opinion entière nous leur faisons confiance aussi.

Mais ne voit-on pas la situation où se trouve le Gouvernement ? Il doit prendre des responsabilités là où les responsables cherchent la passivité et l'oubli. Il doit agir, là où ceux qui ont encouragé ou toléré la violation de la loi ne veulent plus qu'on en parle. Dans un tel cas, en effet, ce n'est pas à la foule qu'on s'en prend.

Evidemment le silence peut tout couvrir, comme le temps, « qui change tout ». Et les excès les plus extrêmes ne laissent souvent aucun souvenir.

Mais il faut que le désordre ne se renouvelle pas et que le défi à la loi n'appelle pas de nouveaux défis à la loi. Voilà pourquoi le Gouvernement ne peut pas rester immobile ; et voilà pourquoi la force d'inertie ne doit pas triompher d'un juste ressentiment.

Quand l'usage illégal des armes devient public et insolent à la suite d'abdications répétées de l'Etat, l'opinion s'éleva contre une carence qui déshonorait l'Etat. Il suffit pourtant qu'un ministère d'amateurs prît le pouvoir pour rendre à la loi son prestige. On fut saisi, de toute part, de l'ordre dans lequel se déroulèrent, dans l'ensemble, la campagne électorale et les élections d'avril. Et les armes paraissaient avoir disparu de la rue.

Il s'agit maintenant quelque soit la cause, de ne pas revenir à des mœurs manifestement anarchiques.

Si l'Etat veut régler la question en laissant faire le temps, le temps peut nous valoir de graves désagréments cette fois.

Certes nous savons la valeur immorale de la raison d'Etat et qu'un gouvernement peut se croire acculé à fermer les yeux sur un désordre, ou à donner comme contrepoids à ce désordre un autre désordre ; mais nous ne nous résignerons pas à voir de nouveau dégringoler l'Etat.

C'est pourquoi nous joignons notre voix ce matin à celle d'un peuple de braves gens excédés de voir tant d'hommes justes accepter le désordre comme un moyen de gouvernement et gouverner avec un sentiment si pâle de la justice.